

grouillante que pouvait révéler un microscope. Le ministre ne saurait ce soir nommer un seul pays qui ait suivi notre exemple après avoir examiné ce que nous essayons de faire. Je ne puis admettre que nous soyons des cobayes quant à l'intégration des forces armées. Nous le sommes peut-être dans un cercle très restreint, mais elle n'est aucunement fondée, l'affirmation qu'a rappelée le vice-maréchal de l'air Reyno dans un discours fait à un cercle de bienfaisance sociale ici à Ottawa, en disant qu'après examen de ce que nous avons fait tout pays se rend compte que l'intégration est la mesure la plus souhaitable, et que le Canada est le seul pays qui ait eu assez de cœur au ventre pour chercher à la réaliser.

La Presse canadienne a rapporté que la Nouvelle-Zélande nous avait regardés, examinés au fluoroscope, au télescope, au microscope, à l'écran et peut-être examiné certains discours du ministre que j'aimerais examiner moi-même plus en détail ce soir, et qu'après avoir étudié la question à fond elle avait publié un Livre blanc et décidé ce qui suit:

L'examen a porté le gouvernement à conclure qu'une telle force combinée n'aurait aucun sens au regard de notre objectif principal qui est d'obtenir un effet maximum du niveau de contribution que la Nouvelle-Zélande peut fournir.

Le Livre blanc ajoute:

La force de ce genre que la Nouvelle-Zélande aurait les moyens de maintenir en temps de paix ne serait jamais assez grande pour jouer un rôle vraiment indépendant dans une guerre restreinte.

Je me demande seulement quel genre de forces le Canada a l'intention de constituer. Il ne s'agit pas de forces indépendantes. Les forces des États-Unis et de la Grande-Bretagne ont déjà été intégrées à d'autres, et il est futile de penser que nous puissions intégrer nos forces armées en cette unité de frappe mobile dont parle le ministre.

Je m'oppose donc tout d'abord, monsieur l'Orateur, à la teneur même de l'allocation du vice-maréchal de l'air Reyno au club Kiwanis, car le jour même, la Nouvelle-Zélande a annoncé qu'elle ne voulait plus avoir affaire à cela ni traiter avec nous. Sauf erreur, la Grande-Bretagne a aussi rédigé un Livre blanc, non encore publié, où l'on dit que des services dentaires, médicaux et d'approvisionnement peuvent être intégrés, mais qu'on ne saurait enlever toute identité aux trois armes. En leur enlevant leur identité propre, on supprime du même coup le moral, le caractère et l'esprit de corps des troupes. Je m'oppose donc au principe selon lequel un officier haut gradé puisse traiter d'un sujet controversé, par exemple, d'une question de politique gouvernementale, et faire une pareille déclaration.

[M. Nowlan.]

Il doit y avoir d'autres officiers de tous rangs qui ne demanderaient pas mieux que de parler de ces questions, et peut-être le ministre leur donnera-t-il le feu vert ce soir. La tendance aujourd'hui semble être de donner le feu vert à tout, que ce soit à l'égard du programme spatial ou d'autre chose. La politique semble être: allez-y. Si tel est le cas, le ministre ne peut trouver à redire à des déclarations comme celle-là, mais vu qu'elle a été faite...

M. l'Orateur: A l'ordre, s'il vous plaît. Le temps de parole du député est écoulé.

M. Nowlan: Je dirai simplement en terminant, monsieur l'Orateur, que si nous faisons des modifications fondamentales à la politique du pays, nous aimerions connaître cette politique et savoir comment elle s'applique aux discours d'officiers supérieurs des forces armées.

L'hon. Paul Hellyer (ministre de la Défense nationale): Monsieur l'Orateur, la politique n'a pas changé. La politique qui a toujours été en vigueur et que renferment à l'heure actuelle les Ordonnances et règlements royaux est la suivante:

Tout officier ou soldat peut parler publiquement de questions militaires avec la permission du chef d'état-major de la Défense ou de son délégué. Dans ces circonstances, les opinions exprimées par les officiers ou les soldats sont les leurs et n'engagent aucunement la responsabilité du ministère.

Je partage l'avis de mon honorable ami selon lequel le vice-maréchal de l'air Reyno est l'un des jeunes officiers éminents et bien informés de l'Aviation royale du Canada et, franchement, ce qu'il dit me fait une très bonne impression, parce que ses propos me semblent exacts. Quant à mon honorable ami, je puis lui assurer que d'ici 20 ans chaque pays de l'hémisphère occidental modèlera son organisation militaire sur celle du Canada et qu'en fait nous serons fiers d'avoir été les premiers dans ce domaine très important.

M. Nowlan: Monsieur l'Orateur, puis-je poser une question au ministre?

M. l'Orateur: A l'ordre, s'il vous plaît. L'honorable député voudra bien reprendre son siège, car le Règlement ne prévoit pas de questions à cette heure-ci.

LA SÉCURITÉ DE LA VIEILLESSE—LA MAJORATION DES PENSIONS

M. Barry Mather (New Westminster): Monsieur l'Orateur, deux fois au cours des dernières semaines, j'ai tenté de demander au gouvernement si le cabinet avait étudié la proposition visant à augmenter la pension de la sécurité de la vieillesse grâce à une prestation additionnelle. Chaque fois, monsieur